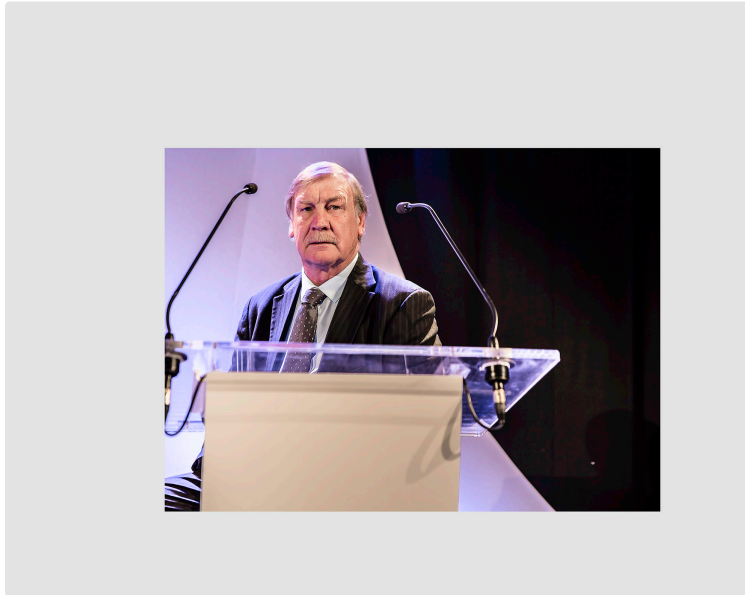


Riscle – Vivadour n'a pas vocation à détruire

Christophe Terrain réplique à Philippe Martin



Riscle – Vivadour n'a pas vocation à détruire

Les déclarations (citées ci-dessous) de Philippe Martin, président du Conseil départemental, lundi 5 décembre devant la Commission permanente départementale et reproduites dans La Dépêche du Midi du même jour ont provoqué une vive réaction de Claude Terrain, président de Vivadour.

Il a répliqué le 7 décembre à l'assemblée générale de ladite coopérative à ces déclarations, : « Le président du Conseil départemental se livre à l'inquisition, alors que « Vivadour n'a pas vocation à détruire ce qu'il a mis 25 ans à construire ». Il ajoute que l'élevage de l'expéditeur était sain au moment de l'expédition des canards.

Autre réaction à sa désignation discutée comme candidat aux législatives par 19 élus du mouvement « Unis pour le Gers » : « M'accuser de déni de rassemblement, ce n'est pas sérieux ! » Il ajoute qu'il savait que pour défendre les intérêts du terroir gascon au niveau national, il devrait emprunter un chemin difficile, plein de pierres et de nids de poule. Il se demande si ce dernier incident est lié à sa candidature.

Voici le texte des déclarations de Philippe Martin, telles que rapportées par La Dépêche : « Ce que je n'ai guère goûté ces derniers jours c'est d'entendre que ce virus H5N8 s'était propagé au Gers. Non, ce virus ne s'est pas propagé au Gers, il a été importé dans le Gers. Si, le 30 novembre, une production sous suspicion n'avait pas été amenée par camion dans trois élevages du Gers, un du Lot-et-Garonne et un des Hautes-Pyrénées, il n'y aurait pas de grippe aviaire aujourd'hui dans le Gers. Il n'y aurait pas quatre abattoirs fermés. La production livrée dans le Gers a été faite à 500 mètres d'un élevage qui depuis le 27 novembre connaissait une mortalité ravageante. Comment le simple principe de précaution n'a pas pu conduire à maintenir sur place cette production? Je n'accuse personne. Je ne suis pas procureur mais je me réserve le droit de porter plainte contre X pour atteinte à l'image du département. Notre collectivité a le devoir de se défendre pour savoir ».

Philippe Martin ne cite aucun nom, mais, selon La Dépêche , l'expéditeur des canards (Almayrac - Tarn) et les destinataires (Gers, Hautes Pyrénées et Lot-et-Garonne) sont adhérents de Vivadour.